



Pour une formation initiale en quatre ans, voire plus! 14 avril 2014

Le Syndicat des enseignant-e-s romand-e-s, dont la SPG est membre à part entière, a toujours défendu une formation initiale longue pour tou-te-s les enseignant-e-s primaire. Cette revendication est portée par plusieurs syndicats européens, dans des pays où la formation n'est pas encore au niveau du Master. Une déclaration commune dans ce sens a été signée par nos collègues alémaniques, allemands et autrichiens. La Fédération des enseignant-e-s genevois-e-s a récemment pris une position pour promouvoir le principe d'un Master en enseignement primaire à l'université de Genève.

Ce document a pour but de résumer l'essentiel de l'argumentation soutenant une telle demande. Il n'a pas la prétention d'être exhaustif dans le nombre d'idées avancées, ni complet dans le développement de l'argumentation. Il constitue néanmoins une base de discussion avec toutes personnes intéressées par ce débat, relancé à Genève par une motion parlementaire demandant la diminution d'une année de la formation initiale.

Complexité du métier

- Un-e enseignant-e primaire se doit d'enseigner 13 domaines aussi différents que les mathématiques, les sciences de la nature, le français, l'allemand, l'anglais (dès la rentrée 2014), les arts et l'éducation physique, pour prendre des exemples contrastés. Elle/il doit maîtriser les contenus et les didactiques respectives pour chacun de ces 13 domaines inscrits au Plan d'études romand (PER).
- La SPG défend le statut de généraliste, affirmant que l'enseignant-e a les compétences nécessaires pour tout enseigner, même si elle/il ne le fait pas chaque année. C'est important pour une prise en charge globale des élèves, à un âge où elles/ils ont besoin d'un-e adulte référent-e, non seulement pour la maîtrise des domaines d'enseignement, mais également pour construire des compétences transversales, telles que définies dans le PER. En HEP, les étudiant-e-s doivent se spécialiser car une formation en trois ans ne permet pas de parcourir l'ensemble des disciplines et du programme scolaire. Réintroduire une formation spécifique pour les 1P à 4P, puis une autre pour les 5P à 8P, comme cela se pratique dans certaines HEP, ferait faire à Genève un recul de quelque 20 ans, où la formation initiale se déroulait aux études pédagogiques de l'enseignement primaire.
- En plus des domaines d'enseignement du PER, l'enseignant-e doit assurer la socialisation des élèves, les relations familles écoles, l'intégration des élèves à besoins spécifiques, participer à l'intégration sociale et scolaire des élèves et de leurs familles. De plus, l'école est le lieu de toutes les préventions: hygiène, obésité, endettement des jeunes, incendies, accidents de circulation, agressions sur internet, recyclage des déchets et développement durable, préservation de la nature, etc. La société compte sur l'école pour sensibiliser la jeunesse à chacune de ces problématiques. C'est légitime, parce que si l'école n'est pas une solution miracle à ces graves problèmes de société, elle doit contribuer à y apporter des solutions.
- Les collègues doivent faire face tous les jours au problème de l'échec scolaire. C'est une difficulté tenace, très liée au niveau socio-économique des familles. Or, la précarité d'un nombre important de familles genevoises est une réalité, d'où la mise en place du Réseau d'enseignement prioritaire. C'est une problématique frustrante pour l'enseignant-e qui croit possible l'atteinte des objectifs du PER par tou-te-s les élèves, mais qui doit constater l'échec de quelques-un-e-s chaque année. La société confie à l'école obligatoire le soin de donner un socle de base, défini comme indispensable pour la vie sociale et professionnelle. Il n'y a donc pas d'alternatives, les élèves doivent réussir à maîtriser les objectifs sans lesquels ils ne pourront s'insérer dans la société, quel que soit leur vie.
- La formation des enseignant-e-s est en lien direct avec la réussite des élèves. Plus les enseignant-e-s sont formé-e-s, meilleurs sont les résultats scolaires.

Valorisation du métier

- Dans les représentations sociales du métier, les gens pensent que plus les élèves sont petits, moins il y a besoin de moyens et de compétences pour les prendre en charge. Diminuer la formation des enseignant-e-s primaires viendrait renforcer ce cliché.
- Réduire la formation du primaire à trois ans, agrandirait l'écart avec les autres durées de formation initiale des enseignant-e-s à Genève. Il y aurait trois ans d'écart avec les enseignant-e-s du secondaire ou de l'enseignement spécialisé, ce qui ne se justifierait pas.
- Le besoin de formation des enseignant-e-s est fort. Ce sont les étudiant-e-s en formation initiale qui ont demandé un Master en enseignement primaire, soit 5 ans de formation, appuyés dans leur revendication par la SPG. Actuellement, les étudiant-e-s sont nombreuses/eux à faire une année de plus pour l'obtention du Master. Leur motivation n'est pas seulement l'intérêt de pouvoir poursuivre éventuellement des études universitaires après le Master, ou d'avoir un titre reconnu au-delà de nos frontières, mais aussi d'être mieux armé-e-s pour la pratique du métier. Par le passé, de nombreuses/eux collègues ont poursuivi leurs études en emploi jusqu'à la licence en sciences de l'éducation, dans le but de renforcer la réflexion sur le métier. Le succès inouï du certificat en soutien pédagogique, la volonté de plus en plus forte du département de certifier la formation continue (soutenue en cela par la SPG), marquent également le besoin que les enseignant-e-s éprouvent de penser leur pratique, de prendre du recul sur les difficultés du métier, de faire dialoguer la théorie et la pratique pour une plus grande efficacité dans l'accompagnement des élèves.
- Une plus longue formation permet d'envisager une certaine mobilité dans la carrière. Une meilleure capacité de prise de recul sur sa pratique est une ressource importante pour résister à l'épuisement professionnel.
- L'université emploie plusieurs collaboratrices/teurs qui sont d'ancien-ne-s enseignant-e-s titulaires de classe: cela garantit une alternance forte entre théorie et pratique durant toute la formation initiale des enseignant-e-s primaires, dont les étudiant-e-s sont très satisfait-e-s. La première année de formation en tronc commun permet de poser les bases théoriques du métier. Elle permet également à tou-te-s les étudiant-e-s d'interroger concrètement leur projet de carrière. Supprimer cette année ne fera faire aucune économie, parce que les cours sont donnés à tou-te-s les étudiant-e-s de première année en sciences de l'éducation, qu'elles/ils se destinent à l'enseignement primaire ou à d'autres carrières.
- L'université de Genève a toujours attiré des étudiant-e-s d'autres cantons. Grâce à leurs études genevoises en sciences de l'éducation, elles/ils ont pu obtenir des postes à responsabilités dans les départements de l'instruction publique de leur canton.
- Actuellement, les HEP romandes souhaiteraient augmenter leurs cursus d'une, voire deux années. De plus en plus de pays organisent une formation au niveau du Master pour les enseignant-e-s primaires. Genève fait office de locomotive dans le paysage de la formation initiale des enseignant-e-s primaires en Suisse. On donnerait un très mauvais signe à tous les cantons en réduisant cette formation à trois ans.
- Avec une formation en trois ans, le risque est grand de n'aller qu'à l'essentiel et qu'au final on ne donne aux futur-e-s collègues que des "recettes" à appliquer sur le terrain, comme nous l'avons vécu trop longtemps avec la formation des Etudes pédagogiques de l'enseignement primaire.